

AVENEMENT DE LA PERIODE BOUMEDIENE¹

- *situation avant le coup d'Etat et ses motivations*
- *l'épisode de l'ORP*
- *la fondation du PAGS*

Dans quelles circonstances s'est constituée l'ORP en 1965 et comment et pourquoi s'est-elle continuée par la fondation du PAGS en 1966 ?

En essayant de résumer, je vous parlerai de trois périodes : avant le coup d'Etat du 19 juin 65, puis les quelques semaines du rassemblement éphémère de l'ORP entre juillet et septembre 65, enfin la création du PAGS à partir de janvier 66.

Durant ces trois périodes, le PCA a été constamment présent comme parti, avec des formes d'organisation, d'expression et d'activités publiques adaptées aux différentes situations.

Le pouvoir Benbella a **interdit le PCA dès novembre 62** (quatre mois à peine après l'indépendance). La mesure antidémocratique était sans fondement juridique dans les nouvelles institutions. C'est dans les faits que le PCA, tout comme le quotidien Alger républicain, avait imposé dès le cessez le feu ses activités tournées vers l'édification et l'unité d'action, pendant que les leaders du FLN s'entredéchiraient pour le pouvoir.

Malgré l'interdiction, les militants dirigeants ou militants de base activaient sans afficher formellement leur appartenance, mais tout le monde savait de qui il s'agissait. D'un côté c'était plus facile à partir du moment où le pouvoir se prononçait pour des mesures comme la réappropriation nationale des terres des gros colons. D'un autre côté, les autorités ne toléraient aucune critique, ils réagissaient avec irritation, pour n'importe quoi. Par exemple, ils lui reprochaient d'avoir fait connaître la charte de Tripoli, comme si c'était leur propriété ou que les membres du CNRA l'avaient adoptée seulement pour leur prestige et sans intention de l'appliquer. Ils protestaient contre le fait que nous ne montrions pas un enthousiasme exagéré pour les mesures discutables, comme les nationalisations de petits commerces et artisanats ou la suppression des enfants cireurs, mesure symbolique positive mais présentée comme le sommet du socialisme. Un éditorialiste du quotidien FLN nous reprochait de parler seulement de « voie non capitaliste » alors que le FLN, lui, allait beaucoup plus loin et se disait le champion du socialisme. Après les coups de force et les pressions contre les syndicats (dont l'odieuse agression de janvier 63 contre le Congrès de l'UGTA), ils ne supportaient pas la moindre allusion à la nécessaire démocratisation de la vie associative.

Des attaques plus subtiles consistaient, au nom même du socialisme, à reprocher au PCA son existence, la jugeant inutile, préjudiciable à l'union des forces de progrès.

On nous opposait aux communistes cubains qui, eux, participaient à l'unification en cours des forces révolutionnaires sous la direction de Fidel Castro. Nous leur répondions : dans les conditions

¹ Notes prises au cours de l'entretien de Sadek Hadjerès avec Arezki Metref en Mai- Juin 2007, publié dans *Le Soir d'Algérie* des 1er et 2 juin 2007 – publié en ligne sur socialgerie – article 6 – le 31 mai 2009 sous le titre : **REHABILITER LE POLITIQUE - HADJERES AU "SOIR D'ALGERIE", GRAND ENTRETIEN avec Arezki METREF.**

de l'Algérie, appliquez sans équivoque les orientations de fond de Cuba, alors seulement le problème organique se posera à nous autrement. En fin décembre 62 et janvier 63, j'avais moi-même observé de près l'expérience cubaine et constaté à quel point le mouvement d'unification à la base était démocratique et fortement influencé par les exigences légitimes des travailleurs contre les courants opportunistes et « khobzistes ». Les riches villas et palais « biens vacants » que les gens du « nidham » se disputaient chez nous féroce­ment, étaient là-bas prioritairement attribuées à l'hébergement collectif des étudiants boursiers issus de familles pauvres.

La pression sur nous était d'autant plus forte que même des éléments progressistes du FLN s'y associaient.

Certains d'entre eux, comme Amar Ouzegane (dans un ouvrage hargneux et pseudo-prophétique) étaient persuadés d'un rôle messianique et ultra socialiste du FLN. Ils relayaient des secteurs de la gauche égyptienne autour de Lotfi Kholli, bien en cour auprès de cercles FLN, pour nous inciter fortement à dissoudre le parti comme l'avaient fait une partie des communistes en Egypte. Il était difficile de leur faire admettre que l'action collective d'un parti communiste autonome était plus utile pour la cause démocratique et sociale que les seules interventions individuelles, à supposer même que l'intégration individuelle des communistes soit souhaitée par la majorité des dirigeants du FLN. L'expérience difficile et complexe du temps de guerre, consistant à combiner dans la clarté le soutien sans réserve à l'ALN avec le maintien de l'autonomie politique du PCA nous paraissait encore plus fondée dans les nouvelles conditions de l'indépendance.

J'ai constaté au fil des années que ces pressions étaient communes (et même synchronisées) à de nombreux dirigeants de régimes à parti unique. Récemment, à l'occasion d'un colloque, j'ai appris d'un camarade égyptien qui a vécu les dures prisons nassériennes pendant plus de dix ans, que leurs géôliers socialistes « spécifiques » leur disaient aussi à la même époque : « ***pourquoi ne faites-vous pas comme les communistes algériens qui ont dissous leur parti ?!*** »

Ce sont les mêmes sornettes que « l'eurocommuniste » Georges Marchais, qui à partir de 1973 a unilatéralement rompu durant quinze ans toute relation avec les communistes algériens qu'il traitait de sectaires et inexistantes en Algérie, racontait aux militants du PCF étonnés de l'absence des camarades algériens aux fêtes de l'Humanité. Ils leur affirmaient que ces derniers demandaient eux-mêmes à ne pas y participer pour laisser place au FLN dans lequel ils se disaient intégrés.

Comment expliquer une telle aberration ? Outre la traditionnelle méconnaissance des problèmes chez certains dirigeants français qui prétendaient tout savoir sur l'Algérie, outre les fumeuses et laxistes conceptions de l'eurocommunisme, il y avait aussi la naïveté devant les fables du virtuose Messadia, qui flattait les dirigeants du PCF et du PCUS en leur racontant qu'il avait été membre dans sa jeunesse du mouvement des jeunes communistes et que le PAGS n'était pas un vrai parti communiste comme ceux de France ou de l'URSS. D'autres sources nous précisaient aussi le rôle des relations d'affaires et commerciales dans ces relations interpartis sans principe, tout comme l'était la généreuse distribution de liasses de billets d'avion aux représentants de partis arabes pour acheter leur tiédeur envers la répression et les exclusives subies par les communistes algériens.

En vérité, la raison de ces pressions et tractations anticommunistes, antisyndicales et antipopulaires était la crainte de la montée d'un mouvement de masse démocratique et social qu'ils voyaient se dessiner et dont les communistes disaient ouvertement que c'était leur tâche et leur objectif. Au lieu de se réjouir de cet élan constructif, de l'encourager et le généraliser y compris pour qu'il ne reste pas le monopole ou la chasse gardée des communistes comme ils le prétendaient, ils le dénigraient. Ils voyaient dans l'irruption de la base sociale algérienne, pourtant souhaitée, sollicitée et produite par la guerre d'indépendance, un signal d'alarme pour les nouvelles couches occupant des postes d'autorité civils ou militaires. C'était une menace pour leurs intérêts prédateurs et les comportements méprisants que les populations citadines et rurales observaient depuis le

cessez le feu. De fait, plus le mouvement social se dessinait, plus il se faisait au détriment de l'emprise du FLN, parce que précisément un grand nombre des cadres de ce dernier s'en détournèrent ou le combattirent.

Des centaines d'exemples le montraient chaque jour. Si je parle de cette période avec plus de détails que pour les évolutions des décennies suivantes, c'est parce que le mauvais départ a formaté les étapes ultérieures. Au lieu d'être attentifs aux simples gens et à leurs familles qui avaient payé le prix lourd des combats pour l'indépendance, de corriger des dérives qui n'étaient pas fatales, les pouvoirs successifs les ont accentuées, et n'ont pas craint de culpabiliser les victimes et ceux qui défendaient leurs droits et libertés.

A Gué de Constantine à cette époque, je parlais avec les ouvriers d'une briqueterie dont nous soutenions la grève. Elle avait été déclenchée après des mois de vaines démarches pour mettre fin à un abandon total des pouvoirs publics envers cette petite entreprise que ces travailleurs restés sans salaires avaient pourtant gardée productive. Quand je leur ai parlé de former une délégation auprès de la qasma FLN de la localité, j'ai vu leurs visages se fermer. Un moment plus tard, leur responsable, ancien maquisard, le teint pâle marqué par la fatigue, m'a pris à part et me dit d'une voix sourde : « mon frère, crois moi, je te jure par Dieu, que si ce n'avait pas été mes enfants, j'aurais pris mon fusil et aurais commencé par le chef de la qasma avant de retourner à la montagne » C'était dur d'entendre ça un an après l'indépendance, un gâchis terrible.

Pourtant, à ce moment, tout était encore possible, les gens espéraient le changement. Dans la même localité, les jeunes s'étaient mobilisés, de leur propre initiative. En sollicitant l'aide de la population, ils ont aménagé un terrain vague en stade de foot puis se sont engagés avec d'autres croyants du village dans la construction d'une petite mosquée. Les milieux conservateurs et la section du FLN dont ils n'avaient pas attendu la permission (ils savaient que ces « mass'oulin » depuis leurs bureaux, ni ils font eux-mêmes, ni ils ne vous laissent faire) ne voyaient pas ça d'un bon œil. Au lieu de s'y mettre eux aussi, ils ont commencé à dénigrer. Et pour cause ! Les initiateurs étaient des jeunes communistes de la cité La Montagne (El Harrach -Hussein Dey), avec des enseignants et ouvriers cheminots, y compris européens, dont la sœur et le beau-frère de Maurice Audin.

Ces militants n'étaient pas une rareté dans le paysage algérien, ils reflétaient les espoirs et le moral des centaines de milliers de gens ordinaires, sans engagement partisan ou se reconnaissant encore dans le FLN, qui croyaient aux vertus créatrices de l'indépendance. Pour la première grande journée de l'Arbre, visant au reboisement de l'Arbatache au dessus du barrage du Hamiz, toute la Mitidja était sur les routes. Certaines devenues impraticables aux véhicules, étaient pendant des heures encombrées d'une foule multicolore et joyeuse se rendant à pied comme pour une fête vers les chantiers de montagne. Ils étaient impatients et heureux de partager un honneur symbolique, faire repousser les arbres de la renaissance partout où l'érosion ou le napalm avaient ravagé leur pays.

Assez rapidement, le déséquilibre entre la sensibilité populaire et l'état d'esprit des milieux officiels locaux ou centraux a commencé à alourdir le climat politique. Le décalage entre les proclamations et les actes portait un coup à la crédibilité des instances dirigeantes déjà partiellement mises à mal par la crise désastreuse de l'été 62. Ce discrédit était concrètement mesurable en comparaison avec l'accueil favorable que recevaient l'action et les initiatives des communistes. Le succès de ces dernières nous donnait évidemment satisfaction mais nous inquiétait aussi. Nous sentions bien qu'il risquait de provoquer les réactions répressives des cercles qui voyaient les choses beaucoup plus sous l'angle des enjeux de pouvoir que celui de l'intérêt général.

Dans les syndicats de travailleurs, malgré la caporalisation de l'UGTA en janvier 63, nos camarades jouissaient d'une confiance grandissante et cela exerçait une pression positive sur les directions opportunistes ou timorées. Les étudiants quant à eux, élisaient à l'UNEA d'une façon totalement démocratique des représentants et des bureaux entièrement composés de nos camarades, au point

que nous jugions préférable de faire démissionner certains d'entre eux pour laisser place à des adhérents FLN, dans l'espoir de cultiver chez eux l'esprit unitaire et faire reculer les réflexes hégémonistes. Cette évolution démocratique chez les étudiants, amorcée dès le début des années 50, s'est accentuée avec l'indépendance, car issus pour la plupart de couches pauvres des villes et des campagnes, ils défendaient le droit nouvellement acquis à l'enseignement supérieur et à la promotion professionnelle, cependant qu'ils étaient, notamment les jeunes filles, idéologiquement sensibles à une vision d'émancipation et d'épanouissement de l'individu et de la société. Les lycéens et les syndicats de cheminots constituaient ensemble des équipes du « CAREC » qui se rendaient volontairement dans les campagnes pour aider les paysans à réparer leurs tracteurs et résoudre nombre de leurs problèmes. Dans l'enseignement, de nombreux pédagogues revenus à la liberté après avoir été emprisonnés ou exilés par les colonialistes pour leur engagement patriotique et communiste, remettaient en marche l'éducation en formant sur le tas et dans l'urgence des centaines de moniteurs et monitrices d'enseignement.

Contrairement aux appréciations sciemment répandues selon lesquelles ces activités militantes jouissaient de la bienveillance des autorités en échange de leur « ralliement » au pouvoir, c'est le contraire qui était le plus fréquent, En règle générale les militants se heurtaient aux obstacles allant de l'indifférence (pour décourager) à l'hostilité calomnieuse, la malveillance et même la répression insidieuse ou déclarée.

.../...

La suite de l'entretien reprend et développe la raison profonde des craintes de ces dirigeants : la peur du mouvement de masse qu'animaient les communistes et les succès qu'ils remportaient dans ce domaine.

D'où l'offensive réactionnaire anticommuniste au Congrès du FLN de 1964, l'accentuation des pressions de Benbella, le recul tactique du PCA qui maintenait néanmoins son existence mais, en laissant à tort croire publiquement à la fusion, la tension des relations avec Benbella à la veille du coup d'Etat et la confusion qui a présidé à la création de l'ORP

En substance, il s'agissait d'expliquer « Pourquoi le PAGES a-t-il soutenu Boumediène qui vous réprimait durement ? »